

CONCLUSION

Par la présence de ses troupes sur place et de ses intérêts économiques, la France est au cœur de la crise ivoirienne. Par ailleurs des milliers de ses ressortissants y vivent, souvent très bien, et imprègnent fortement le tissu économique en Côte d'Ivoire.

Mais force est de constater que l'image de la France s'est ternie considérablement depuis ses différentes interventions armées considérés par une large part de la population ivoirienne comme des actes néocoloniaux.

Partant de son implication très forte dans ce pays, l'État français ne peut feindre l'indifférence par rapport aux problèmes qu'il connaît et dont il a été très souvent partie prenante. La politique de la France en Côte d'Ivoire doit respecter la souveraineté de cette dernière.

Elle ne doit pas faire obstacle aux luttes démocratiques qui visent à ce que cette souveraineté ait un contenu concret.

Cela pourrait être et doit être son apport à la réalisation d'une paix durable et d'une réconciliation véritable.

Le gouvernement français doit modifier son cap pour le plus grand bien de relations économiques, sociales et culturelles mutuellement avantageuses entre la Côte d'Ivoire et la France.

C'est ce à quoi aspirent les participants de ce colloque du 18 octobre 2019 organisé à l'Assemblée Nationale.